

02 MAR. 2020

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

DELIBERATION N° DEL-2020-08

Portant approbation de la médiation devant le tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie relative au préjudice commercial de l'entreprise L'ENNEADE SARL du fait des travaux Néobus

LE COMITE SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-11 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU les statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) modifiés ;
- VU l'approbation du PDAN, incluant le projet TCSP, par les communes et la province Sud entre août et septembre 2010 ;
- VU la délibération n°2010/15 approuvant le projet de TCSP du Grand Nouméa présenté dans le dossier d'appel à candidature afin de solliciter une subvention auprès de l'Etat dans le cadre de l'appel à projets « Transports Urbains » 2010 ;

- VU la délibération n°2012-16 approuvant le programme « TCSP du Grand Nouméa » ;
- VU la délibération n°2014-57 approuvant la version 2 du programme du TCSP du Grand Nouméa ;
- VU la délibération n°DEL-2015-06 du 21 avril 2015 approuvant la modification 1 au programme TCSP du Grand Nouméa version 2 ;
- VU l'arrêté HC/DIRAG/BAJC/N° 2015-233 du 31 décembre 2015 relatif à la déclaration d'utilité publique de la première phase du transport en commun en site propre dans le Grand Nouméa, dit « Néobus » ;
- VU la délibération n°DEL-2019-103 du 12 septembre 2019 portant refus de la demande d'indemnisation déposée par la société L'ENNEADE SARL pour la période du 1^{er} novembre 2017 au 31 mars 2018 ;
- VU la requête de la société L'ENNEADE SARL déposée le 12 novembre 2019 au tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie demandant l'annulation de la délibération SMTU n°DEL-2019-103 du 12 septembre 2019 et la condamnation du SMTU à lui verser la somme de 10 536 514 F CFP au titre de la perte de marge brute sur la vente de marchandises pour la période du 1^{er} novembre 2017 au 31 mars 2018 ainsi que la somme de 1 575 000 F au titre du nécessaire arrêt de l'activité de lavage sur la même période, du fait des travaux Néobus ;
- VU l'ordonnance du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie du 25 novembre 2019 relative à une médiation sur la base de l'article L. 213-7 et suivants du code de justice administrative en vue de trouver une issue définitive au litige susvisé avec la société L'ENNEADE SARL ;
- VU la note explicative de synthèse n° NS-2020-08-DEL ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 : MEDIATION

Le comité syndical approuve le recours à une médiation sur la base de l'article L. 213-7 et suivants du code de justice administrative en vue de trouver une issue définitive au litige susmentionné avec la société L'ENNEADE SARL.

ARTICLE 2 : SUITE DE LA MEDIATION

Pour donner suite au déroulement de la médiation mentionnée à l'article 1 de la présente délibération, le Comité Syndical :

- décide d'arrêter le montant d'indemnisation proposé à la société L'ENNEADE SARL au titre de la perte de marge brute sur la vente de marchandises pour la période du 1^{er} novembre 2017 au 31 décembre 2017, du fait des travaux Néobus, à 4 100 000 F CFP ;
- donne tous pouvoirs au Président pour en informer la juridiction administrative et l'autre partie.

ARTICLE 3 : IMPUTATION BUDGETAIRE

La dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement au chapitre 67 « charges exceptionnelles » - article 678 « autres charges exceptionnelles ».

ARTICLE 4 : VOIE ET DELAI DE RECOURS

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Madame le Commissaire délégué de la République pour la province Sud, au trésorier de la province Sud, notifiée à la province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, le
POUR EXTRAIT CONFORME

25 FEV. 2020

Le Président

Marc ZEISEL

Le président certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le
et de sa transmission au représentant de l'Etat le

- 2 MAR. 2020

- 2 MAR. 2020

Ampliations :

Com. délégué province Sud	.....	1
Trésorier de la province Sud	.....	1
Province Sud	.....	1
Commune de Nouméa	.....	1
Commune du Mont-Dore	.....	1
Commune de Païta	.....	1
Commune de Dumbéa	.....	1

Le Directeur

Christophe LEFÈVRE

